



# Conférences des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée  
26 octobre 2011  
Français  
Original: anglais

## Quatrième session

Marrakech (Maroc), 24-28 octobre 2011

Point 2 de l'ordre du jour

**Examen de l'application de la Convention des Nations**

**Unies contre la corruption: incrimination, détection et  
répression, coopération internationale**

**Projet de résolution déposé par le Vice-Président de la Conférence et Président  
du Groupe d'examen de l'application**

## **Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption**

*La Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la  
corruption,*

*Rappelant* sa résolution 3/1, dans laquelle elle a créé le Mécanisme d'examen  
de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et chargé le  
Groupe d'examen de l'application de superviser le processus d'examen,

*Se félicitant* des travaux entrepris par le Groupe d'examen de l'application  
depuis sa première session, tenue du 28 juin au 2 juillet 2010, et prenant note avec  
satisfaction de l'engagement dont les États parties font preuve à l'égard du  
processus d'examen de pays, qu'ils y participent en tant qu'États parties examinés  
ou examinateurs,

*Préoccupée* par l'absence de réaction de plusieurs États parties quant aux  
obligations qui sont les leurs en vertu des termes de référence et des lignes  
directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite  
des examens de pays,

*Rappelant* la décision qu'elle a prise dans sa résolution 3/1, par laquelle le  
Groupe d'examen de l'application a été chargé du suivi et de la poursuite des  
travaux entrepris précédemment par le Groupe de travail intergouvernemental à  
composition non limitée sur l'assistance technique, et tenant compte du fait que,  
selon le paragraphe 11 des termes de référence, l'un des buts du Mécanisme est  
d'aider les États parties à identifier et justifier les besoins spécifiques d'assistance  
technique et de promouvoir et faciliter la fourniture d'une assistance technique,



1. *Réaffirme* sa résolution 3/1, dans laquelle elle a souligné que le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention nécessiterait un budget qui lui garantisse un fonctionnement efficace, continu et impartial;
2. *Fait sienne* la résolution 1/1 du Groupe d'examen de l'application;
3. *Fait également siennes* les lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite des examens de pays et l'esquisse des rapports d'examen de pays que le Groupe a finalisées à sa première session<sup>1</sup> et approuve la pratique qu'il a suivie concernant les questions de procédure liées au tirage au sort;
4. *Engage* les États parties qui ne l'ont pas encore fait à soumettre leur liste d'experts gouvernementaux bien avant le tirage au sort et rappelle aux États parties que, conformément aux termes de référence, ils doivent tenir ces listes à jour;
5. *Exhorte* les États parties qui participent au processus d'examen de pays une année donnée à respecter les délais indicatifs prévus dans les lignes directrices pour la conduite de l'examen;
6. *Exhorte également* les États partie examinés une année donnée à désigner leurs points de contact dans les délais prévus dans les lignes directrices;
7. *Demande* au secrétariat d'élaborer, afin de garantir l'homogénéité des rapports pour tous les États parties examinés et en vue d'en saisir le Groupe à sa troisième session, un modèle de résumé analytique qui suive le découpage du résumé analytique en quatre sections comme indiqué dans l'esquisse des rapports d'examen de pays, à savoir: a) succès et bonnes pratiques; b) difficultés d'application, le cas échéant; c) observations sur l'application des articles en cours d'examen; et d) assistance technique nécessaire pour améliorer l'application de la Convention, et qui comporte des sections présentant brièvement le système juridique de l'État partie examiné et la manière dont l'examen a été conduit;
8. *Prend note* des rapports thématiques sur l'application des chapitres III et IV de la Convention des Nations Unies contre la corruption, invite les États parties à s'inspirer de l'expérience dont ces rapports rendent compte pour s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu de la Convention et demande au secrétariat de poursuivre son travail analytique à mesure que de nouveaux examens se terminent afin d'enrichir ainsi les informations disponibles;
9. *Garde à l'esprit* les fonctions attribuées au Groupe d'examen de l'application au paragraphe 44 des termes de référence, en vertu duquel le Groupe doit superviser le processus d'examen afin de recenser les problèmes et les bonnes pratiques et examiner les besoins d'assistance technique pour veiller à la bonne application de la Convention;
10. *Garde également à l'esprit* le rôle précieux que joue toujours l'assistance technique fournie par les donateurs bilatéraux et multilatéraux à différents niveaux, et l'importance qu'il y a à traiter effectivement les questions d'assistance technique dans le cadre du Mécanisme, ainsi que l'importance de la programmation et de la prestation coordonnées et intégrées, sous la conduite des pays, d'une assistance

---

<sup>1</sup> CAC/COSP/IRG/2010/7, annexe I.

technique axée sur les pays pour répondre de manière efficace aux besoins d'assistance technique des États parties examinés;

11. *Recommande* que, chaque fois qu'il y aura lieu, tous les États parties indiquent, dans leurs réponses aux questions de la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation et dans les rapports d'examen de pays, les besoins d'assistance technique recensés, si possible de manière hiérarchisée, en rapport avec l'application des dispositions de la Convention examinées pendant un cycle d'examen donné;

12. *Recommande également* que tous les États parties, chaque fois qu'il y aura lieu, fournissent des informations sur les projets d'assistance technique en cours qui visent l'application de la Convention;

13. *Décide* que le Groupe examinera, sur la base des conclusions du processus d'examen et conformément aux termes de référence du Mécanisme, les domaines prioritaires en matière d'assistance technique, ainsi qu'une synthèse des informations disponibles concernant l'évolution des besoins identifiés et des services fournis en la matière;

14. *Recommande* que le secrétariat tienne compte des domaines prioritaires évoqués au paragraphe 13 ci-dessus dans ses programmes thématiques et régionaux et lorsqu'il mettra au point des outils d'assistance technique;

15. *Prie* le secrétariat de tenir le Groupe informé des manques de financement touchant les projets de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime mis en œuvre conformément aux priorités fixées;

16. *Recommande* que, sous la supervision du Groupe, le secrétariat s'emploie à:

a) Promouvoir, auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux, l'usage de la Convention contre la corruption et du Mécanisme comme outils de programmation de l'assistance à la lutte contre la corruption;

b) Nouer des alliances avec des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour assurer la prestation d'une assistance technique efficace et coordonnée en vue de l'application de la Convention;

c) Recueillir des informations sur les expériences acquises et les enseignements qui en ont été tirés en matière d'assistance technique à la lutte contre la corruption;

d) Prévoir un volet consacré aux questions d'assistance technique dans les stages régulièrement organisés en application du paragraphe 32 des termes de référence du Mécanisme;

17. *Prie de nouveau* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, conformément aux termes de référence et comme elle l'a fait dans sa résolution 3/4, de continuer de fournir une assistance technique aux fins de l'application de la Convention, notamment en mettant à disposition des compétences d'experts sur l'élaboration des politiques ou le renforcement des capacités dans le cadre de son programme thématique relatif à la lutte contre la corruption et la criminalité économique et, le cas échéant, dans le cadre de ses programmes régionaux, au moyen de tout l'éventail de ses outils d'assistance technique;

18. *Demande* au secrétariat de continuer de suivre une approche à trois niveaux – mondial, régional et national – pour la prestation de l'assistance technique au regard des domaines prioritaires cernés à l'issue du processus d'examen de l'application des chapitres III et IV de la Convention, de manière à se diriger vers l'élaboration d'une stratégie intégrée et coordonnée de mise en œuvre des programmes d'assistance technique, et lui demande également de continuer d'informer le Groupe en conséquence;

19. *Recommande* que le secrétariat établisse un rapport sur la suite donnée aux recommandations ci-dessus, pour qu'il l'examine à chacune de ses sessions.

---